

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 7 avril 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le sept avril à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

Présents : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, DURIEU Joël, TASTEVIN Marie-Françoise, HADDAD Catherine, BOUSCHON Max, SOUBEYRAND Jacky, BOYER Alain, ROGIER Monique, JEAN LEYNAUD Sylvie, VERMOREL Guillaume, GUIBERT Alexandra, PERRUSSET Benoît, CAUQUIL Alexandra, CONSTANZO André, DELAUCHE Henri

Excusés : FAURE Cécile donne procuration à ROCHE Eliette, SAUGET Elisabeth donne procuration à DAUMAS Jacques, VERNEDE Corinne donne procuration à TASTEVIN Marie-Françoise, LEYNAUD Michel donne procuration à LOYET André, MARRON Corentin donne procuration à BOUSCHON Max, AMRANI Hasiba donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, TEYSSIER Nicolas donne procuration à HADDAD Catherine, JOLY Delphine donne procuration à JEAN LEYNAUD Sylvie, ARMAND Michel donne procuration à BOYER Alain, ROUX Patricia donne procuration à PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé donne procuration à GUIBERT Alexandra

Absent : KAPPEL Roger

Secrétaire de séance : Alain BOYER

Date de la convocation :

Délibération n°2025-078

31 mars 2025

**OBJET : Convention d'occupation temporaire de la piscine municipale et
d'autorisation de perception des recettes - Saison 2025**

Transmis au
représentant de l'Etat le : 09 AVR. 2025
Affiché le :
Notifié le : 09 AVR. 2025

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L 2125-1 ;
Vu le décret du 7 novembre 2012 et notamment l'article 19 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique portant sur l'obligation du comptable d'exercer un contrôle sur l'autorisation de perception de recettes,
Vu la délibération n°5 du 3 juillet 2020 portant délégations générales à Monsieur le Maire,
Vu la délibération n°62 du 22 juin 2023 portant sur la convention d'occupation du domaine public pour les cours de natation et activités aquatiques collectives au bénéfice des agents de surveillance de la piscine municipale,
Vu le projet de convention ;

Considérant la politique sportive et sociale de la ville d'Aubenas eu égard à l'activité physique et sportive accessible à tous,

Considérant l'intérêt de proposer aux publics un accueil de qualité et des activités aquatiques collectives ou en cours particuliers, dans un cadre sécurisé et réglementaire,

Considérant l'intérêt de poursuivre la mise à disposition de la piscine municipale aux maîtres-nageurs contractuels pour la période du 29 mai au 31 août, en dehors des heures d'ouverture au public, pour proposer au plus grand nombre des séances d'initiation ou d'approfondissement dans le domaine des activités aquatiques,

Considérant l'intérêt de permettre aux maîtres-nageurs de percevoir des recettes liées à la menée de ces temps d'activités en dehors des heures de travail rémunérées par la ville,

Considérant l'intérêt pour la ville de percevoir des recettes, dites « redevances » en contrepartie de l'avantage en nature proposé aux maîtres-nageurs dans le cadre des cours particuliers et collectifs qu'ils mènent sous leur entière responsabilité,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver : :

- L'autorisation d'occupation du domaine public, « piscine municipale » au bénéfice des maîtres-nageurs contractuels pour l'encadrement d'activités aquatiques du 29 mai au 31 août 2025 en dehors des heures d'ouverture au public de la piscine municipale,
- L'autorisation de perceptions de recettes au bénéfice des maîtres-nageurs dans le cadre exclusif de cours particuliers et collectifs aquatiques,
- La contrepartie financière dite « redevance » d'un montant de 2 euros par prestation et par « client » donnant lieu à un titre de recettes versées par les maîtres-nageurs à la ville d'Aubenas sous présentation de documents attestant des montants des prestations dispensées auprès des usagers.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** les termes de la convention d'occupation du domaine public et de perception de recettes jointe en annexe,
- **Autorise** Monsieur le Maire à la signer.

Extrait certifié conforme,

<p>Jean-Yves MEYER, Maire</p>	<p>Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)</p>
-----------------------------------	---